

**HAUTS DE FRANCE
INNOVATION DEVELOPPEMENT**

Association Loi 1901

Siège social : 143 rue d'Athènes
59800 LILLE

SIRET : 390 370 377 00082
APE : 94.99Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



**S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

15, Avenue Paul Claudel - 80480 DURY

Tél. 03 22 53 45 00

E-mail : vdb@vdbassociés.fr

web : vdbassociés.fr

Capital social de 250.000 €

R.C.S. Amiens B 581 720 729

N° TVA : FR 85581720729

Aux Adhérents de l'Association HAUTS DE FRANCE INNOVATION DEVELOPPEMENT,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 21 février 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association HAUTS DE FRANCE INNOVATION DEVELOPPEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV/ VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux Adhérents.

V/ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI/ RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à DURY, le 28 mai 2025

VDB ET ASSOCIES
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Représenté par :

François GARNIER



DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

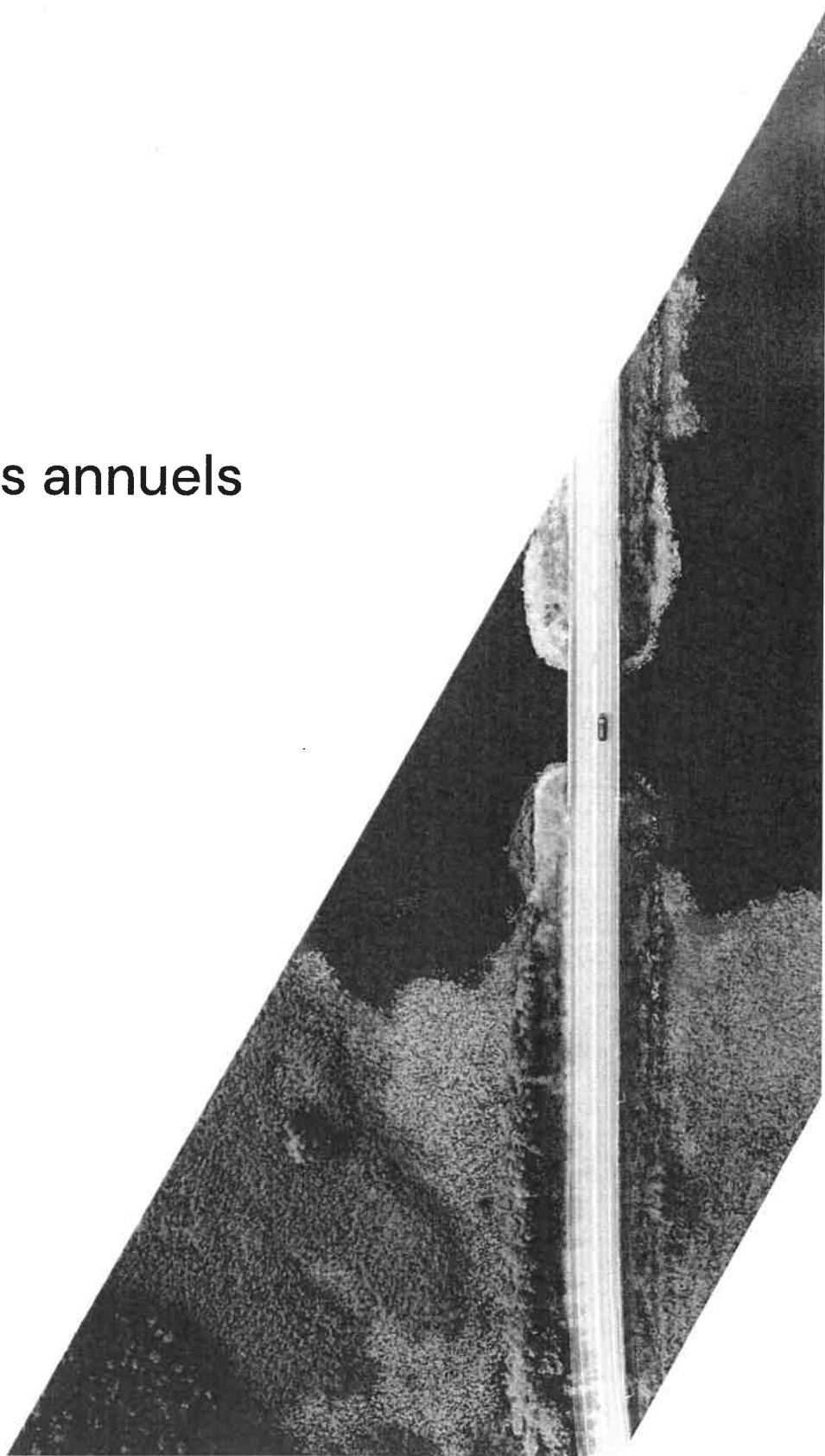
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



HDFID

Comptes annuels



05/06/2025 12:23:20
Commissaire aux Comptes
VDB et ASSOCIES

Page : 3 / 36

RYDGE
CONSEIL

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n°14 00024167 01, au capital social de 1.016.638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Egho92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903309 490 (RCS Nanterre).

HDFID

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	69 323	69 323		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	69 323	69 323		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	521 033	505 176	15 857	
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	521 033	505 176	15 857	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	432		432	432
	Autres titres immobilisés	50 000		50 000	
	Prêts				
Actif circulant	Autres	54 655		54 655	37 885
	TOTAL	105 087		105 087	38 317
	Total I	695 444	574 500	120 944	38 317
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 508		12 508	136 499
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	2 034 445		2 034 445	3 387 646
	TOTAL	2 046 953		2 046 953	3 524 146
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	645 758		645 758	2 238 908
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	26 695		26 695	41 112
	TOTAL II	2 719 407		2 719 407	5 804 166
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	3 414 851	574 500	2 840 351	5 842 484
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

HDFID

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	350 948	350 948
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	248 625	248 625
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	-437 541	-318 525
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	172 402	-119 015
	Situation nette (sous-total)	334 435	162 033
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		334 435	162 033
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	500 000	1 025 000
Total I bis		500 000	1 025 000
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	617 059	648 712
	Provisions pour charges		
Total III		617 059	648 712
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	586 909	1 152 550
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 305	764 922
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	622 603	1 001 631
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	44 038	1 087 633
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		1 388 856	4 006 738
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 840 351	5 842 484
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	586 909	1 152 550
	(2) Dont emprunts participatifs		

Éclairer, passer de l'impôt à l'impôt 31/10

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes
05/06/2025 12:23:20

HDFID

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 600	6 000
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 034 633	3 806 365
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 176	30 760
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	27 400	6 400
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 070 810	3 849 526
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	919 627	909 547
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	236 765	224 948
	Salaires et traitements	1 977 129	1 813 293
	Charges sociales	782 445	711 330
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	298	
	Dotations aux provisions	65 926	114 020
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	2 308	1 100
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 984 501	3 774 241
1. Résultat d'exploitation (I-II)		86 308	75 284

Bilan au 31/12/2024

SAS VDB et ASSOCIES

05/06/2025 12:23:20
Commissaire aux Comptes

HDFID

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	11	10
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	11	10
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	6 735	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	6 735	
	2. Résultat financier (III-IV)	-6 723	10
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	79 585	75 295
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	10 896	15 896
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	97 580	177 176
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	108 476	193 072
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	8 575	268 903
	Sur opérations en capital	7 084	118 480
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	15 659	387 383
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	92 816	-194 310
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII		
	Total des produits (I + III + V)	4 179 298	4 042 609
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 006 896	4 161 625
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	172 402	-119 015
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

SAS VDB et ASSOCIES

SAS VDB et ASSOCIES

Comptes auxiliaires
5/06/2024 12:23:20

Table des matières

1	Objet social	4	
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5	
3	Description des moyens mis en œuvre	6	
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7	
4.1.1	Modalités de financement du FEDER	7	
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7	
5	Principes et méthodes comptables	8	
5.1	Principes généraux	8	
5.1.1	Changements de méthode comptable	8	
5.1.2	Changements d'estimation	8	
5.1.3	Corrections d'erreurs	8	
5.2	Dérogations	8	
5.3	Principales méthodes comptables	8	
6	Informations relatives aux postes du bilan	9	
6.1	Actif immobilisé	9	
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10	
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10	
6.2	Actif circulant	11	
6.2.1	Créances	11	
6.2.2	Autres créances	12	
6.2.3.	Charges constatées d'avance	12	
6.3	Fonds propres	13	
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	13	
6.3.2	Subventions d'investissement	13	
6.4	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	14	
6.5	Provision pour risques et charges	14	
6.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	14	
6.5.2	Autres provisions pour risques	15	
6.6	Dettes	15	
6.6.1	Emprunts et autres dettes assimilés	15	
6.6.2	Subventions à reverser	16	
6.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	17	
7	Informations relatives au Compte de résultat	18	
7.1	Répartition analytique par action	18	
7.2	Produits du compte de résultat	19	
7.2.1	Produits de tiers financeurs	19	

7.2.2	Autres produits d'exploitation	20
7.3	Charges du compte de résultat	20
7.3.1	Autres Achats et charges externes	20
7.3.2	Impôts, taxes et versements assimilés	20
7.3.3	Salaires et traitements, charges sociales	20
7.4	Résultat exceptionnel	21
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	21
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	21
9	Informations relatives à l'effectif	21

1 Objet social

Dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et du Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI), des Hauts-de-France, l'association est un centre de ressources et d'appui à la mise en œuvre des politiques régionales de développement économique, de recherche et d'innovation en région Hauts-de-France.

L'association remplit notamment les missions suivantes :

Le développement de l'entrepreneuriat (sensibilisation à la prise d'initiatives, animation et coordination du dispositif d'appui à la création d'entreprises innovantes)

Le développement de l'innovation dans les entreprises et les territoires (sensibilisation à l'innovation et aide au montage de projets innovants) et l'animation des écosystèmes d'innovation (assistance à la mise en œuvre des S3, capitalisation de l'information, appui aux territoires)

L'appui à l'animation des 5 dynamiques stratégiques du SRDEII

Enfin, selon les besoins et dans une logique d'optimisation des moyens, l'association pourra être mobilisée pour mutualiser des ressources au bénéfice des opérateurs de l'écosystème régional d'appui au développement économique : intelligence économique, bases de données et systèmes d'informations, formations métiers, portage d'appels à projets ou d'actions collectives, accès aux institutions européennes, communication...

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accompagner des startups et les entreprises dans leur projet d'innovation et de performance industrielle
- Développer l'entrepreneuriat
- Appuyer les politiques de développement économique de la Région Hauts-de-France

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

Toutes les activités de l'Agence s'exercent auprès des entreprises, entrepreneurs, porteurs de projets, acteurs de l'écosystème dans toute la Région des Hauts-de-France.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements
 - / Engagés et terminés dans l'exercice : acquisition de matériel de bureau et de matériel informatique (ordinateurs) pour 16 156€.
- Ressources humaines : la masse salariale 2024 s'élève à 2 996 341 € contre 2 749 573 € en 2023.
- Autres moyens/dépenses engagées
 - / Entretien général/dépense de fonctionnement : parmi les dépenses de frais généraux, les plus importantes sont les loyers pour les locaux de l'Agence ainsi que les frais de logiciels. Par ailleurs, les activités de l'Agence amènent à faire appel à des prestataires extérieurs notamment dans le cadre des dispositifs d'aides aux entreprises.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

4.1.1 Modalités de financement du FEDER

Pour l'exercice 2024, concernant les dépenses de personnel directes éligibles, est appliqué un taux horaire moyen validé par la Commission européenne d'un montant de 37.02 €/h, ce taux horaire s'appliquant sur la durée de réalisation de l'opération.

Pour rappel, depuis 2023, l'option des coûts simplifiés (O.C.S) est appliquée par le FEDER pour déterminer le montant total des dépenses éligibles. On distingue deux taux pour :

- Les missions non économiques : 40%
- Les minimis : 10%

HDFID a réalisé des dépenses hors ressources humaines pour un montant de 480 484 €.

Le montant des OCS calculé avec les taux forfaitaires de 40 % et 10 % s'élèvent respectivement à 566 674 € et 8 262 €.

Ce qui génère un excédent d'exploitation de 94 452 €.

Par principe de prudence, la Direction a décidé de constater une provision pour risque de reversement à hauteur de 50%, soit 47 226 €.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	69 324			69 324
Immobilisations corporelles	504 878	16 157		521 035
Immobilisations financières	38 318	66 770		105 087
Total	612 520	82 925		695 445

L'augmentation des immobilisations corporelles concerne l'acquisition d'ordinateurs.

La hausse des immobilisations financières résulte d'une part du versement d'un dépôt de garantie pour des nouveaux locaux, d'autre part de la souscription de parts sociales d'établissement bancaire.

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	69 324			69 324
Immobilisations corporelles	504 878	298		505 176
Immobilisations financières				
Total	574 202	298	0	574 500

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	100%
Immobilisations corporelles	Linéaire	5 à 20%
Immobilisations financières		

6.2 Actif circulant

6.2.1 Créances

6.2.1.1 Créances clients

Les créances clients sont décomposées comme suit :

— Reversement gagnants Palmarès entreprises innovantes	8 000
— Reversement Audit Factory	2 508
— Divers	2 000
Total créances clients	12 508

6.2.1.2 Dépréciations

Une perte sur créance irrécouvrable a été constatée sur l'exercice 2024 à hauteur de 1 800€. Ainsi la provision pour dépréciation a été totalement reprise au 31/12/2024.

6.2.2 Autres créances

Subventions à recevoir		
Année	Nature subventions	Solde à recevoir
2023	FEDER ENTREPRENEURIAT	282 242
2024	REGION FONCTIONNEMENT - MNE	315 564
2024	REGION FONCTIONNEMENT - MINIMIS	9 342
2024	EEN	6 395
2024	REGION ENTREPRENEURIAT	22 560
2024	FEDER ENTREPRENEURIAT	360 965
2024	FEDER INNOVATION - MINIMIS	57 733
2024	FEDER INNOVATION - MNE	886 035
2024	REGION INNOVATION - MINIMIS	3 203
2024	REGION INNOVATION - MNE	34 425
2024	APRE	13 300
Total subventions à recevoir		1 991 765
Autres créances		
	FINANCEURS BPI/ FRI	37 627
	AUTRES DEBITEURS	5 053
Total autres créances		42 680

Le solde Feder Entrepreneuriat 2023 a été perçu courant janvier 2025.

6.2.3. Charges constatées d'avance

Détail des charges constatées d'avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Location	10 563		
Abonnements et licences	10 070		
Assurance	1 594		
Divers	4 469		
TOTAL	26 696		

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Dons et legs				
Fonds propres sans droit de reprise	350 949			350 949
Autres réserves	248 626			248 626
Apport				
Report à nouveau propre à l'association	-318 525		-119 016	-437 541
Excédent ou déficit de l'exercice (propre à l'association)	-119 016	172 402	119 016	172 402
Situation nette (sous-total)	162 033	172 402	0	334 435
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	162 033	172 402	0	334 435

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique.

6.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Aucune subvention d'investissement n'est inscrite au bilan de l'association.

6.4 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	510 549	47 226	97 580	460 195
Provisions pour indemnités départ en retraite	138 164	18 701		156 865
Total	648 713	65 927	97 580	617 060

6.5 Provision pour risques et charges

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	156 865		156 865

Notre entité provisionne ses engagements relatifs au régime d'indemnités de départ à la retraite dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes, selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour la méthode 1, méthode prospective (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé de 64 ans
- Convention collective des bureaux d'études techniques
- Taux d'actualisation : 3,42%,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0% / 0%,

Le pourcentage retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 44%.

6.5.2 Autres provisions pour risques

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints où que certaines dépenses pourraient faire l'objet d'un rejet par le financeur au moment du contrôle du dossier.

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Risque de reversement sur rupture conventionnelle (50%) 2018	97 580		97 580	0
Risque de reversement FACTORY 2022	2 487			2 487
Risque de reversement FEDER 2022	296 461			296 461
Risque de reversement FEDER 2023	114 020			114 020
Risque de reversement FEDER 2024		47 226		47 226
Total	510 549	47 226	97 580	460 195

Par principe de prudence, la Direction décide de reconduire les provisions concernant le changement de mode de financement du FEDER intervenu en 2022 (méthode des OCS).

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Prêt consenti par la Région pour renforcer le besoin en fonds de roulement à hauteur de 2 millions d'euros sans intérêts. Initialement, ce prêt est remboursable sur 4 ans, à raison de 125 000 € par trimestre.

Le solde au 31 décembre 2024 s'élève à 500 000€.

6.6.2 Subventions à reverser

Subventions à reverser	Montant
Région Innovation (de minimis) VNORD - 2021	3 254
Région Déploiement de l'innovation HDF / Interreg 2020 de minimis	3 559
Région - déploiement de l'innovation / Interreg - 2020 Mission non économique	6 895
Région - Salon Laval 2020	34 400
Total subventions à reverser	48 108
Subventions perçues d'avance	Montant
Interreg projet Euracte III	103 731
Avance convention ANR	7 275
Total subventions à reverser	111 006

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1) Autres				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
				— à 1 an au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				— à plus de 1 an à l'origine	500 000	500 000		
Créances Clients et Comptes rattachés	12 508	12 508						
Créances reçues par legs ou donations				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	586 910	586 910		
Autres	2 034 445	2 034 445		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	135 305	135 305		
Charges constatées d'avance	26 696	26 696		Dettes fiscales et sociales	622 604	622 604		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	44 038	44 038		
				Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 073 649	2 073 649		TOTAL	1 888 857	1 888 857	-	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	525 000			
				(3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

Les dettes financières diverses concernent les comptes bancaires de fonctionnement de l'Association.

Les autres dettes concernent les avances faites par la BPI pour le fonds industrie du futur et pass-cyber sécurité.

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Répartition analytique par action

Répartition analytique par action	Personnel	OCS	Dépenses réalisées	Dépenses présentées	Variation OCS / Dépenses réalisées
Entrepreneuriat	402 863	161 145	138 863	564 008	22 282
Aides de minimis	82 622	8 262	7 248	90 885	1 014
Innovation	1 013 822	405 529	334 373	1 419 350	71 156
Missions non économiques					
Sous-total FEDER/REGION	1 499 307	574 936	480 484	2 074 243	94 452
Fonctionnement	87 681		3 205	90 886	
Aides de minimis					
Missions non économiques	1 072 667		522 263	1 594 929	
Sous-total REGION	1 160 347	-	525 468	1 685 815	
EEN	196 526		62 561	259 086	
Sous-total REGION/INTERREG	196 526	-	62 561	259 086	
TOTAL	2 856 179	574 936	1 068 512	4 019 144	94 452

7.2 Produits du compte de résultat

7.2.1 Produits de tiers financeurs

7.2.1.1 Subventions d'exploitation

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

Détail des subventions	FEDER	REGION	INTERREG	AUTRES	Total
Entrepreneuriat	451 206	112 802			564 008
Fonctionnement MNE		1 594 929			1 594 929
Fonctionnement DM		90 886			90 886
Innovation DM	72 707	18 177			90 885
Innovation MNE	1 135 480	283 870			1 419 350
EEN		103 635	155 452	14 400	273 486
ANR				1 090	1 090
Total	1 659 393	2 204 299	155 452	15 490	4 034 634

7.2.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les adhésions et les prestations ARDAN.

7.3 Charges du compte de résultat

7.3.1 Autres Achats et charges externes

Il s'élève à 919 627€ sur l'exercice contre 909 548€ sur l'exercice précédent. Ce poste comprend les prestations ponctuelles réalisées auprès des entreprises pour les besoins des études que l'on retrouve sur les lignes achats d'études, honoraires formation et honoraires Organisations de journées.

Les autres postes d'achat et charge externe comprennent notamment les frais de structure de l'Association (location mobilière, immobilière, assurance, maintenance...)

7.3.2 Impôts, taxes et versements assimilés

Les impôts et taxes sont principalement composés des taxes assises sur les salaires (taxes sur salaires, contribution formation professionnelle.). Ils s'élèvent à 236 765€ sur l'exercice contre 224 948€ sur l'exercice précédent.

7.3.3 Salaires et traitements, charges sociales

La masse salariale chargée représente 75.07 % des charges d'exploitation contre 70.63 % sur l'exercice précédent.

7.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel présente un excédent de 92 817€ contre un déficit de 194 311€ sur l'exercice précédent.

Le déficit exceptionnel de l'exercice 2023 tient compte de régularisations sur subventions antérieures dont le versement a été inférieur.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 Euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 Euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » (Art 20 de la loi du 23 mai 2006).

Cette information n'est pas transmise car cela reviendrait à mentionner la rémunération d'un seul dirigeant.

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	38
Employés ou ETAM	5
Total	43

